



Synthèse de l'atelier n° 1

Dynamiques des politiques territoriales de santé

> Rôle et place de chacun

14 et 15 octobre 2008

Nancy

15 ATELIERS, 3 CONFÉRENCES, 1 TABLE RONDE, 300 ACTEURS TERRITORIAUX ATTENDUS : ÉLUS, PROFESSIONNELS DE SANTÉ DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, DE LA MÉDECINE LIBÉRALE ET HOSPITALIÈRE, DU SECTEUR ASSOCIATIF, REPRÉSENTANTS DE L'ÉTAT, CHERCHEURS, FORMATEURS, ...

• • www.lorraine.cnfpt.fr

cnfpt

centre national de la fonction publique territoriale

Sommaire

Atelier 1 / Démarche nutritionnelle et territoires	3
L'alimentation dans les lycées au service de la santé.....	3
❖ <i>Un historique original</i>	3
❖ <i>Méthodologie</i>	3
❖ <i>Les différents partenaires</i>	4
❖ <i>Les résultats</i>	4
❖ <i>Echanges avec la salle</i>	4
Une coordination territoriale de proximité : ANDO ou comment développer un partenariat de santé sur l'espace communal ?	5
❖ <i>Le contexte territorial</i>	5
❖ <i>La mise en réseau des partenaires</i>	5
❖ <i>Forces et faiblesses</i>	5
❖ <i>Echanges avec la salle</i>	6
La démarche nutrition santé à la Roche-sur-Yon	6
❖ <i>Les objectifs</i>	7
❖ <i>Les actions</i>	7
❖ <i>Les Yin et le yang de la démarche</i>	7
❖ <i>Echanges avec la salle</i>	8
Institutions et collectivités locales : ensemble pour agir sur un territoire partagé	8
❖ <i>« A table tout le monde »</i>	9
❖ <i>Résultat</i>	9
❖ <i>Echanges avec la salle</i>	9
Facteurs clés de réussite et perspectives d'amélioration.....	10
SIGLES	12

Intervenants

<i>Mikaël ANDRE</i>	3
<i>Marie-Cécile ROLLIN</i>	3
<i>Corinne GAZAR</i>	5
<i>Françoise BOLTEAU</i>	6
<i>Jean-Christophe AZORIN</i>	8
<i>Florence ROSTAN</i>	10

Nota : ce document est une synthèse des interventions et des échanges. Les propos ne sont pas repris dans leur intégralité mais condensés.

Atelier 1 / Démarche nutritionnelle et territoires

Animé par Florence ROSTAN, Chargée de mission, Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES) et Mikael ANDRE, Chargé de mission Nancy ville santé, ville de Nancy (54)

L'alimentation dans les lycées au service de la santé

MARIE-CECILE ROLLIN

Secrétaire générale – CCC Bourgogne Franche-Comté

❖ *Un historique original*

Le projet « Bien dans mon assiette, les territoires de Bourgogne font école » a débuté en 2005, suite à une étude sur les filières d'approvisionnement des restaurants de lycées. Cette initiative a été lancée à destination des élèves de lycées, des Maisons familiales rurales (MFR), des Centres de formation d'apprentis (CFA) ou autres publics de Bourgogne.

Le projet répond à trois objectifs :

- travailler sur la qualité des produits servis aux lycéens
- les éveiller au goût, à la notion de terroir et à toutes les valeurs que l'alimentation peut véhiculer
- les sensibiliser à l'équilibre alimentaire.

La restauration collective représente un tiers des déjeuners des élèves (hors vacances scolaires). L'impact de l'éducation alimentaire est toujours important, quel que soit l'environnement social dans lequel l'enfant évolue.

Nous souhaitons par ailleurs faire une demande de logo dans le cadre du Programme national nutrition santé (PNNS) et nous travaillons à l'écriture d'une charte d'engagements dans le cadre du PNNS.

❖ *Méthodologie*

Une fois par mois, nous proposons aux lycées d'organiser un repas aux cours duquel des produits régionaux sont mis en avant. Nous réalisons un important travail de structuration des filières d'approvisionnement pour que les lycées puissent acheter des produits de qualité.

Le but est de favoriser la consommation par les élèves de ces produits. Aliments et produits bruts sont mis en scène pour que les élèves fassent le lien entre la matière première et le produit transformé. Nous sollicitons nos partenaires, industriels alimentaires, pour donner envie aux élèves de découvrir les produits à travers des animations.

Nous ne cherchons pas à transmettre des repères nutritionnels mais plus à susciter l'envie d'en acquérir.

❖ Les différents partenaires

Nous avons associé différents partenaires à cette démarche, avec l'objectif de lier goût, santé et environnement :

- trois directions du conseil régional de Bourgogne : agriculture, santé et lycées, représentées au comité de pilotage animé tous les deux mois
- les équipes de cuisine, Conseillers principaux d'éducation (CPE) et professeurs au sein des établissements
- des communautés de communes, des mairies, des professionnels de terrain...

❖ Les résultats

Aujourd'hui, nous comptons 113 fournisseurs régionaux référencés et 72 établissements participants. Le nombre d'élèves participant à ces repas mensuels augmente, et de nouvelles filières se mettent peu à peu en place.

*❖ Echanges avec la salle***De la salle**

Cette opération n'implique-t-elle pas un surcoût pour les établissements ?

Marie-Cécile ROLLIN

Cet effort particulier s'accompagne nécessairement d'un surcoût mais qui n'affecte pas pour autant la qualité des autres repas. En outre, **les produits régionaux et de qualité ne sont pas systématiquement plus chers** que les autres.

De la salle

Quelles sont vos sources de financement ?

Marie-Cécile ROLLIN

Nous sommes une association à but non lucratif, par conséquent, nous devons nous financer à travers d'autres actions.

De la salle

Etes-vous directement sollicités par les lycées ?

Marie-Cécile ROLLIN

Nous répondons à la demande de lycées et travaillons pour que l'éducation alimentaire fasse partie du programme scolaire. Nous nous efforçons d'impliquer les professeurs, vecteurs de communication importants vers les élèves.

Une coordination territoriale de proximité : ANDO¹ ou comment développer un partenariat de santé sur l'espace communal ?

CORINNE GAZAR

Directrice CCAS – Saint Joseph (La Réunion)

Je suis en charge d'un Centre communal d'action sociale (CCAS), à La Réunion, qui compte 220 agents. Nous nous sommes engagés dans une démarche nutritionnelle et de lutte contre les problèmes de diabètes et d'obésité.

❖ *Le contexte territorial*

Saint-Joseph est une ville du sud de l'île de la Réunion, un territoire à prédominance rurale et au contexte socio-économique difficile (taux de chômage de 50 %, 12 % de la population au Revenu minimum d'insertion (RMI), 33 % de la population âgée de 0 à 20 ans, etc.). C'est dans ce contexte que nous devons trouver les leviers de développement d'une politique de santé et nutritionnelle pour garantir à la population un mieux-être au quotidien.

❖ *La mise en réseau des partenaires*

Nous avons essayé le plus possible de structurer et de mettre en réseau nos partenaires – le conseil régional, l'Association régionale d'accompagnement social territorialisé (ARAST) ou encore la Chambre régionale de l'économie sociale (CRES) – ce qui nous a permis de mener à bien toutes nos actions.

Nous avons commencé en 2003-2004 par une politique d'amélioration de la qualité de la restauration scolaire. Dans ce cadre, la commune de Saint-Joseph a réalisé des travaux de mise aux normes des locaux de cantines scolaires. Parallèlement, nous avons entamé un certain nombre d'actions d'éducation nutritionnelle pendant les repas scolaires.

En plus de cela, nous avons mis en place un diagnostic local de santé.

Enfin, un Atelier santé ville (ASV) a été formalisé depuis peu.

❖ *Forces et faiblesses*

Notre principale faiblesse réside dans la variabilité des dispositifs et des partenaires présents sur le territoire, difficile à gérer particulièrement au moment du financement des actions.

Notre réussite repose :

- sur une volonté commune des partenaires du territoire
- un repérage rigoureux des besoins
- une régularité des échéances fixées
- un accompagnement méthodologique
- un soutien institutionnel important
- l'adhésion au réseau Villes-santé de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

¹ Alimentation nutrition diabète obésité

❖ *Echanges avec la salle*

De la salle

L'ASV s'est-il élargi à une approche plus globale de la santé ?

Corinne GAZAR

Oui. L'ASV se veut être le coordonnateur de l'ensemble des actions que nous pouvons développer en matière de santé.

De la salle

N'avez-vous pas de partenaires dans le secteur économique ?

Corinne GAZAR

Non, et c'est une lacune. Notre réseau de partenaires s'élargit progressivement à d'autres professionnels, les fonctions libérales notamment, mais il nous manque des acteurs économiques.

De la salle

Il est pourtant très important que les partenaires économiques, du secteur alimentaire en particulier, se sentent concernés.

Corinne GAZAR

Cela constituera la seconde étape de notre démarche partenariale, la première ayant été d'apprendre à nous connaître entre acteurs de santé publique.

De la salle (acteur de cette démarche nutritionnelle à la Réunion)

L'une de nos principales préoccupations est de trouver les ressources nécessaires. Or, le facteur économique à la Réunion n'est pas considéré comme ressource possible.

De la salle

Qu'en est-il de l'évolution du diabète ?

Corinne GAZAR

A la Réunion, le diabète a atteint un niveau dramatique ; la Réunion détient le triste record d'obésité chez les enfants (en France).

La démarche nutrition santé à la Roche-sur-Yon

FRANÇOISE BOLTEAU

Chargée de la mission Solidarité santé – Ville de la Roche-sur-Yon (85)

[Diffusion d'une vidéo : restitution de la démarche nutrition, initiée depuis 4 ans]

Il y a quatre ans, la ville de la Roche-sur-Yon a entamé une démarche d'éducation à la citoyenneté avec un axe de travail important sur l'alimentation. **En agissant sur l'éducation, nous souhaitons créer une dynamique territoriale.**

❖ *Les objectifs*

A travers sa démarche nutrition santé, la ville a poursuivi plusieurs objectifs :

- sensibiliser à l'environnement et fournir une qualité nutritionnelle des produits
- promouvoir des espaces et des temps spécifiques dédiés à l'alimentation
- encourager une alimentation saine et conviviale
- accompagner les parents dans leur rôle d'éducation alimentaire.

Quatre directions se sont partagé le portage politique pour une démarche transversale : la Direction enseignement et formation, la Mission solidarité santé, la Direction enfance et jeunesse et le Centre municipal de restauration. D'autres directions intervenaient plus ponctuellement.

Des partenaires ont été associés au comité de pilotage : institutionnels ou organismes, acteurs territoriaux, partenaires d'expertise, habitants, etc.

❖ *Les actions*

De multiples actions ont jalonné notre démarche nutrition santé :

- les petits-déjeuners pédagogiques, depuis 1996
- les repas biologiques
- les compléments de petits-déjeuners
- l'opération « Mes copains les légumes, mes amis les fruits »
- le Forum nutrition santé
- etc.

Pour entretenir cette dynamique territoriale, **nous nous efforçons de rendre lisibles nos actions** : à travers des reportages sur une chaîne locale, un petit guide sur les différentes actions, etc.

Il est important de dépasser l'événement ponctuel et de valoriser les actions (par exemple, signature de la charte PNNS).

❖ *Les Yin et le yang de la démarche*

Chaque aspect positif peut se transformer en aspect négatif, et inversement. A l'heure actuelle, les forces de la démarche sont :

- le portage politique
- la volonté d'un travail transversal
- la construction d'une cohérence
- la diversité des acteurs impliqués
- le réseau comme ressource
- le positionnement de chaque acteur dans la démarche.

Les principales faiblesses ou écueils à éviter sont :

- *stop and go* politique/technique
- changement d'acteurs (qui fragilise la continuité de la démarche)
- perte de cohérence
- freins à la mutualisation (crainte de perdre son identité, modes de fonctionnement différents...).

L'idée la plus importante à retenir est la notion d'impuissance créatrice : **seul, on ne peut rien faire mais à plusieurs, notre action devient pertinente et a plus d'impact.**

❖ *Echanges avec la salle*

De la salle

Les enseignants se sont-ils impliqués dans la démarche ?

Françoise BOLTEAU

Oui, ils sont même à l'origine des petits-déjeuners pédagogiques organisés sur le temps scolaire.

De la salle

A quelle fréquence ces petits-déjeuners sont-ils organisés ?

Françoise BOLTEAU

Cela dépend de la volonté de l'enseignant. Ils peuvent revenir deux à trois fois dans l'année.

De la salle

Selon l'idée « un esprit sain dans un corps sain », avez-vous envisagé d'agir en faveur de l'activité physique ?

Françoise BOLTEAU

Nous travaillons sur des projets de pédibus, d'affichage d'encarts suggérant aux passagers des bus de descendre deux arrêts avant le leur, de communication sur la demi-heure de marche quotidienne, etc.

De la salle

Avez-vous déjà organisé des projets transgénérationnels ?

Françoise BOLTEAU

Ce n'est que ponctuel mais nous avons convié des personnes âgées à cuisiner dans des centres de loisirs.

Institutions et collectivités locales : ensemble pour agir sur un territoire partagé²

JEAN-CHRISTOPHE AZORIN

Enseignant en éducation pour la santé – Epidaure département de prévention du CRLC Montpellier (34)

Instituteur de formation, je travaille dans l'espace de prévention, Epidaure, du Centre régional de lutte contre le cancer (CRLC) de Montpellier. A l'origine, nous avons constitué un musée dans lequel nous souhaitions recevoir le public et l'informer sur le cancer, mais l'initiative n'a pas rencontré un franc succès.

Nous avons alors initié le projet « A table tout le monde » qui a déjà donné lieu à 10 ans d'actions et d'éducation nutritionnelle en milieu scolaire à Montpellier.

² 10 ans d'action d'éducation nutritionnelle dans les écoles et les restaurants scolaires de la ville de Montpellier

❖ « A table tout le monde »

En 1999, nous avons mis en perspective les enjeux et les objectifs de différents acteurs : ville de Montpellier, établissement de santé (Epidaure), académie de Montpellier, et nous nous sommes aperçus de **notre volonté commune d'agir pour l'éducation nutritionnelle et de notre envie de le faire ensemble**. Ce constat s'est traduit concrètement par la formation d'un partenariat institutionnel et opérationnel.

Nous avons bénéficié de l'annonce du PNNS qui nous a permis de nous rendre compte que notre action pouvait s'articuler avec des politiques territoriales.

En revanche, le PNNS intégrait une dimension santé que ne présentait pas notre démarche. Par conséquent, **nous sommes passés de l'éducation nutritionnelle pour la santé à une démarche de prévention contre l'obésité**.

En 2002, nous avons trouvé de nouveaux partenaires à travers les PMI³. Suite à une enquête révélant le lien entre petit déjeuner et obésité, nous avons entamé une nouvelle action, à destination des enfants de maternelles.

Aujourd'hui, nous appuyons notre action sur le PNNS 2, non pas pour obtenir des financements, mais pour caler nos actions locales sur les priorités de santé publique nationales.

❖ *Résultat*

Partis du ressenti d'un problème d'obésité chez l'enfant, nous avons abouti à des résultats concrets : une enquête a révélé que l'obésité, dans le département de l'Hérault, a atteint un plateau et a même tendance à diminuer.

La mise en cohérence des actants sur le territoire a fortement contribué au résultat.

❖ *Echanges avec la salle*

De la salle

Avez-vous travaillé avec la santé scolaire ?

Jean-Christophe AZORIN

La santé scolaire a disparu de l'école maternelle dans le département de l'Hérault mais la PMI a pris le relais dans les classes maternelles.

De la salle

Est-ce l'annonce du PNNS qui vous a incités à passer de l'information sur le cancer à l'éducation nutritionnelle pour la santé ?

Jean-Christophe AZORIN

Nous nous sommes aperçus que la promotion de la santé contribuait à la lutte contre le cancer. C'est donc un peu de l'opportunisme.

³ Protection maternelle et infantile

Facteurs clés de réussite et perspectives d'amélioration

FLORENCE ROSTAN

Animatrice de l'atelier, Chargée de mission, Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES)

Quels sont selon vous les facteurs clefs de réussite des projets présentés ?

De la salle

L'implication des élus.

De la salle

Le volontarisme des acteurs de terrain et le fait qu'ils puissent se maintenir suffisamment longtemps pour faire avancer le projet.

Jean-Christophe AZORIN

L'implication d'un acteur dans le projet peut aussi représenter un problème au moment où il quitte sa fonction.

Florence ROSTAN

La réussite d'un projet reposerait donc essentiellement sur les individus ?

Françoise BOLTEAU

Il est d'ailleurs indispensable que chaque étape donne lieu à des écrits qui assureront la continuité du projet malgré le départ de certains acteurs.

De la salle

La construction d'une culture commune me semble être un autre facteur de réussite.

Françoise BOLTEAU

Il faut donc aller au-delà des seuls savoirs scientifiques.

Corinne GAZAR

De nouveaux dispositifs sont créés au fur et à mesure ; il faut être apte à construire un projet tout en sachant s'adapter et intégrer ces dispositifs.

De la salle

La volonté politique et la transversalité des actions ont un impact positif sur la réalisation du projet.

Florence ROSTAN

Quels sont les principaux obstacles d'une démarche nutritionnelle ?

De la salle

Le manque de pérennité des financements.

Jean-Christophe AZORIN

L'aspect financier ne doit pas être l'écueil majeur. En 10 ans, nous n'avons sollicité qu'un seul financement pour l'évaluation de notre action.

De la salle

Une autre difficulté réside dans la compréhension de l'organisation des partenaires institutionnels.

Françoise BOLTEAU

Le clivage politique peut aussi représenter un obstacle ; d'où l'intérêt de valoriser l'action plus que les acteurs.

Jean-Christophe AZORIN

Les plans nationaux peuvent aider à pérenniser les actions ; ils sont un bon moyen de les valoriser.

Florence ROSTAN

Quelles pistes de réflexion souhaitez-vous lancer en vue d'améliorer l'efficacité des démarches nutritionnelles ?

Jean-Christophe AZORIN

Nous devons faire un effort d'évaluation et d'information pour que tous les partenaires territoriaux parlent la même langue.

SIGLES

ARAST : Association régionale d'accompagnement social territorialisé

CCAS : Centre communal d'action sociale

CFA : Centre de formation des apprentis

CPE : Conseillers principaux d'éducation

CRLC : Centre régional de lutte contre le cancer

INPES : Institut national de prévention et d'éducation pour la santé

MFR : Maisons familiales rurales

OMS : Organisation mondiale de la santé

PMI : Protection maternelle et infantile

RMI : Revenu minimum d'insertion

Réalisation de la synthèse :



CONSEIL RÉDACTION ÉDITION

www.averti.fr
Tél. : 03 20 13 02 02